



Paris, le 11 septembre 2007

JOËLLE  
GARRIAUD-MAYLAM

Monsieur Nicolas Sarkozy  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, avenue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

SENATEUR

REPRESENTANT  
LES FRANÇAIS  
ETABLIS HORS DE FRANCE

*Objet : Droits de l'homme en Birmanie*

Monsieur le Président, *Cher Nicolas,*

MEMBRE DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES ETRANGERES  
DE LA DEFENSE ET  
DES FORCES ARMEES

La situation des droits de l'homme en Birmanie ne cesse de se dégrader, avec notamment la reprise des arrestations massives de militants de la ligue nationale pour la démocratie (LND), plus de 150 personnes arrêtées depuis le 19 août dernier dont des dirigeants de la « génération 88 ».

SECRETARE DE LA DELEGATION  
AUX DROITS DES FEMMES ET  
A L'EGALITE DES CHANCES ENTRE  
LES HOMMES ET LES FEMMES

L'achèvement de la Convention nationale pour la rédaction d'une nouvelle constitution, qui n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les partis politiques birmans, procède d'une volonté de la junte de soumettre le peuple à son pouvoir exclusif.

MEMBRE DE L'OFFICE PARLEMENTAIRE  
D'EVALUATION DE LA LEGISLATION

Le maintien en résidence surveillée du prix Nobel de la paix Mme Aung San Suu Kyi, malgré les protestations de dirigeants du monde entier, est une provocation pour la communauté internationale.

REPRESENTANT LE SENAT  
A LA COMMISSION NATIONALE  
POUR L'ELIMINATION DES  
MINES ANTIPERSONNEL

Récemment, le président George W. Bush, le Premier ministre Gordon Brown et l'ancien président Vaclav Havel ont émis des déclarations pour manifester leur soutien aux démocrates birmans.

REPRESENTANT LE SENAT A  
LA COMMISSION NATIONALE  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE (UNESCO)

L'ouverture des travaux, le 10 septembre à Genève du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU, qui se prolongeront jusqu'au 28 septembre, pourrait être l'occasion pour la France, dont vous avez réaffirmé la vocation à défendre les droits de l'homme, de se manifester en proposant que la Birmanie figure à l'ordre du jour de cette session. En effet, les pourparlers pour le vote d'une résolution sur la Birmanie au Conseil de sécurité des Nations-Unies n'ayant pas encore trouvé de consensus, il me semblerait important que notre pays manifeste sa solidarité au peuple birman sur ce dossier précis des droits de l'homme.

PRESIDENTE DELEGUEE DU  
GROUPE SENATORIAL FRANCE  
ASIE DU SUD-EST (BIRMANIE)

.../...

MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE  
DE L'UMP, CONSEILLER EXECUTIF



Un déplacement en Birmanie, en janvier dernier, avec deux de mes collègues sénateurs m'a permis d'observer les réalisations des entreprises et des expatriés français dans ce pays, tant dans le domaine industriel que médico-social et humanitaire. Mais j'ai pu également me rendre compte de la situation très précaire de ce peuple fier, qui aspire à maîtriser un destin qui lui a été confisqué en même temps que la démocratie. Un engagement de la France pour rappeler les droits fondamentaux de tous citoyens ne saurait, me semble-t-il, nuire à notre présence dans ce pays.

S'agissant précisément de l'aide humanitaire, il me paraîtrait indispensable par ailleurs que l'Union européenne renforce ses aides en les orientant dans des secteurs qui ne profiteraient pas au renforcement du régime en place.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à ce dossier sensible, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération, *et mon fidèle dévouement*

*Joëlle Garriaud*  
Joëlle Garriaud-Maylam